



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Service interministériel d'animation territoriale

Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ n° 41-2024-01-02-00002

**Autorisant la société CATELLA LOGISTIC EUROPE à exploiter un entrepôt logistique
(Bâtiment B) situé à VILLEFRANCHE-SUR-CHER**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement ;
- VU** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant en conseil des ministres Monsieur Xavier PELLETIER, préfet de Loir-et-Cher ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2018 modifié relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 février 2020 pris en application de l'article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne défini pour la période 2022-2027 et approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;
- VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour la commune de VILLEFRANCHE-SUR-CHER du 20 mai 2018 ;
- VU** la demande du 11 juillet 2022, présentée par CATELLA LOGISTIC EUROPE dont le siège social est situé 184 rue de la Pompe – 75116 PARIS – pour obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de logistique (Bâtiment B) située à VILLEFRANCHE-SUR-CHER ;

- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- VU** l'avis de l'Autorité Environnementale n°2022-3785 du 23 janvier 2023 et le mémoire en réponse du pétitionnaire en date du 15 février 2023 ;
- VU** la décision n° E23000008/45 en date du 31 janvier 2023 du président du tribunal administratif d'Orléans, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 10 février 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 7 mars 2023 au 6 avril 2023 inclus sur le territoire des communes de ROMORANTIN-LANTHENAY et VILLEFRANCHE-SUR-CHER ;
- VU** la décision n° E23000059/45 en date du 25 avril 2023 du président du tribunal administratif d'ORLÉANS, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 9 mai 2023 ordonnant la reprise de l'enquête publique pour une durée d'un mois du 5 juin 2023 au 5 juillet 2023 inclus sur le territoire des communes de ROMORANTIN-LANTHENAY et VILLEFRANCHE-SUR-CHER ;
- VU** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- VU** le registre d'enquête et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 1^{er} août 2023 ;
- VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- VU** les avis favorables transmis par le conseil municipal de la commune de ROMORANTIN-LANTHENAY par délibération en date du 29 juin 2023 et par le conseil municipal de la commune de VILLEFRANCHE-SUR-CHER par délibération en date du 29 juin 2023 ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées datés du 29 novembre 2023 ;
- VU** l'avis en date du 14 décembre 2023 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 18 décembre 2023 à la connaissance du demandeur ;
- VU** l'absence de remarques de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève du régime d'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées

CONSIDÉRANT que la sensibilité du milieu, au regard notamment de l'impact de zones humides et d'espèces protégées (orchis pyramidal), justifie le passage en procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures prévues sont de nature à prévenir efficacement les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales

intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations réglementaires effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas d'autre solution alternative satisfaisante au projet ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CATELLA LOGISTIC EUROPE, enregistrée au R.C.S de Paris sous le numéro SIREN 838 433 811, dont le siège social est situé 184 rue de la Pompe - 75116 PARIS - est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à VILLEFRANCHE-SUR-CHER, avenue Georges Pompidou (coordonnées Lambert 93 X=606 029 et Y=6 692 686), les installations détaillées dans les articles suivants.

Le présent arrêté préfectoral porte :

- Autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- Dérogation espèces protégées
- Autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA)

1.1.2. Localisation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Commune	Parcelles cadastrales (section et numéro)
VILLEFRANCHE-SUR-CHER	AD76, AD77, AD78, AD79, AD80

1.1.3. Réglementation ICPE applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive), à l'exception des dispositions particulières visées à l'article 4.4.1 du présent arrêté :

- Code de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou

- plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ;
 - Arrêté ministériel du 5 février 2020 pris en application de l'article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme ;
 - Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
 - Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

1.1.4. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement incluses dans l'établissement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature Installations Classées pour la Protection de l'Environnement suivantes :

Rubrique	Clé*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volume autorisé
1510-2b	E	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p>	<p>Stockage de plus de 500 tonnes de matières combustibles dans 5 cellules d'une surface d'environ :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 3 100 m² (cellule 1) – 5 300 m² (cellule 2) – 5 800 m² (cellules 3 à 5) <p>avec une hauteur au faîtage de 12,87 m</p> <p>Soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Un volume d'entrepôt d'environ 330 000 m³ environ

2910-A.2	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1</p> <p>La puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	Chaudière gaz de puissance 1,8 MW
2925-1	D	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques.</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	5 locaux de charge installés dans le bâtiment Puissance totale de 300 kW
4755-2.b	DC	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 %</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente étant : supérieure ou égale à 50 m³ et inférieure à 500 m³</p>	Quantité d'alcool de bouche de 50 m ³

* E (enregistrement) ; D (déclaration) ; DC (déclaration avec contrôle périodique)

1.2.2. IOTA

L'installation relève également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié	Nature et quantité autorisée	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales	Surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet : 7 ha	D
3.3.1.0	Destruction de zones humides	Surface de la zone humide impactée : 2,95 ha	A

* A (autorisation) ; D (déclaration)

1.2.3. Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment logistique constitué de 5 cellules de stockage d'une surface comprise entre 3 000 m² et 5 800 m² ;
- des locaux techniques : 5 locaux de charge, un local sprinklage, 2 locaux électriques, une chaufferie, un local surpresseur ;
- autres : des bureaux et locaux sociaux, un parking pour les véhicules légers et un parking pour les poids lourds et des ouvrages pour la gestion des eaux.

1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.4. INFORMATION D'AVANCEMENT DU PROJET

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date prévue pour le démarrage du chantier de construction.

De même, dès la mise en service industrielle des installations, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées.

1.5. DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.5.1. Cessation d'activité et remise en état

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

En tout état de cause, pour assurer la mise en sécurité de son site, l'exploitant doit notamment procéder, dans un délai d'un mois à compter de l'arrêt de l'exploitation, à :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la coupure de l'ensemble des utilités du site (alimentation en eau, alimentation en électricité, alimentation en gaz, etc.) ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage industriel ou conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

1.5.2. Durée de l'autorisation et caducité

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

1.5.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.6. IMPLANTATION

En complément des dispositions du point 2 « Règles d'implantation » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé définissant les distances d'éloignement par rapport aux limites de propriété et la distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs, le bâtiment est implanté et construit conformément aux plans présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé de telle manière que :

- la zone des effets létaux (flux thermique de 5 kW/m²) reste contenue à l'intérieur du site ;
- la zone des effets irréversibles (flux thermique de 3 kW/m²) est maintenue dans l'état décrit dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant respecte à l'intérieur de l'enceinte de son établissement les distances et les types d'occupation définis dans le dossier de demande d'autorisation. Toute modification de l'occupation des sols doit être portée à la connaissance du préfet par le titulaire de la présente autorisation avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment la réalisation de mesures de réduction des risques à la source ou d'aménagements complémentaires. Dans ce cas, l'efficacité des aménagements ou travaux proposés doit être justifiée par une étude de dangers spécifique préalable jointe au porter à connaissance évoqué ci-dessus.

L'exploitant transmettra au Préfet les éléments nécessaires à l'actualisation des documents visés à l'article R. 181-14 du code de l'environnement. Ces éléments porteront sur :

- les modifications notables susceptibles d'intervenir à la périphérie de ses installations,
- les projets de modifications de ses installations. Ces modifications pourront éventuellement entraîner une révision des zones de protection mentionnées précédemment.

1.7. DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- une copie de la demande d'autorisation et du dossier initial qui l'accompagne,
- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

En application du point 1.2 « Contenu du dossier » de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié, les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

1.8. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation ;
- favoriser la mobilité décarbonée avec la mise en place de bornes de recharge de véhicules électriques (5 % du parc VL), l'installation d'abris vélo et la sécurisation des conditions d'accès au site et de circulation sur le site pour les piétons et les cyclistes.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

1.9. INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

1.10. CONTRÔLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que de mesures de niveaux sonores. Tous les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

2 - PRÉVENTION DE LA QUALITÉ ATMOSPHÉRIQUE

2.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS À L'ORIGINE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

2.1.1. Conduits et installations raccordées

Installations raccordées	Puissance	Combustible	Hauteur	Débit nominal théorique	Vitesse d'éjection minimale
Chaudière	1,8 MW	Gaz naturel	10,54 m	300 Nm ³ /h	5 m/s

Les installations de combustion respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

2.1.2. Valeurs limites de rejet et surveillance des émissions canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets visés à l'article 2.1.1 dans les conditions suivantes :

Paramètres	Valeur limite de rejet (concentration en mg/Nm ³)	Fréquence de surveillance
Oxydes d'Azote (NOx)	100	triennale
Monoxyde de Carbone (CO)	100	

Les concentrations et volumes de gaz sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), rapportés à une teneur en O₂ de 3 %.

2.1.3. Déclaration au recueil d'informations relatifs aux installations de combustion

Conformément au décret n°2018-1161 du 18 décembre 2018 relatif au recueil d'informations par voie électronique sur les installations de combustion, l'exploitant doit procéder à la télédéclaration des caractéristiques des installations de combustion (type et proportion de combustibles utilisés, secteur d'activité de l'installation, type d'installation...), nécessaires au rapportage auprès de la Commission européenne, conformément à la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, en particulier les articles 5, 6 et 9 et l'annexe I.

Avant le début des travaux, l'exploitant transmet au préfet l'attestation démontrant que ces données ont été transmises sur la plateforme.

3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1. COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'Environnement. Ils respectent les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux susvisé.

3.2. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

3.2.1. *Approvisionnements en eau*

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement et favoriser le recyclage.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation annuelle maximale (m ³)
Réseau public AEP	2200

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

Des mesures d'économie de la ressource en eau sont mises en place, notamment le recyclage des eaux grises dans le circuit des chasses d'eau et pour le nettoyage des chaussées et l'arrosage des espaces verts, et l'installation de capteurs pour la détection de fuites sur les réseaux.

3.2.2. *Protection de l'alimentation en eau potable*

En complément des dispositions du point 1.6.2 « Eau : entretien et surveillance » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- l'arrivée d'eau est équipée d'un compteur, ainsi que d'un disconnecteur afin de protéger le réseau public de toute contamination. Une maintenance annuelle du disconnecteur est réalisée.

3.2.3. *Prescriptions en cas de sécheresse*

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant de limiter les prélèvements aux strictes nécessités de l'activité.

3.3. CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

3.3.1. *Localisation des points de rejet*

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux domestiques
Exutoire du rejet	Réseau public d'assainissement
Traitement avant rejet	Sans objet
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures (non polluées) + Eaux pluviales des voiries et parkings* (susceptibles d'être polluées) après traitement par séparateur à hydrocarbures *sauf pour les parkings véhicules légers, constitués de revêtements perméables
Exutoire du rejet	Réseau public d'assainissement
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet

3.3.2. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux domestiques
- les eaux exclusivement pluviales non polluées (eaux de toiture)
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux issues du ruissellement sur les aires imperméabilisées)
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie

Le site est aménagé tel que la totalité des eaux de voiries, d'aires de stationnement poids lourds et de toitures est collectée.

3.3.3. Collecte des effluents

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

3.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement

L'établissement dispose d'un séparateur à hydrocarbures pour traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées. La conception et la performance de ces installations de traitement permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend dès que possible les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise.

Ce dispositif est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint la moitié de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an.

3.3.5. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des autorisations délivrées par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et les ouvrages de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la Santé Publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.4. LIMITATION DES REJETS

3.4.1. Aménagement des points de prélèvement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, ont libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

3.4.2. Valeurs limites d'émission des eaux pluviales et des eaux d'extinction incendie

En complément des dispositions des points 1.6.3 « Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets » et 1.6.4 « Eaux pluviales » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- En cas de dépassement des valeurs limites fixées, les eaux pluviales ainsi que les eaux d'extinction d'incendie collectées et autres produits récupérés dans les installations sont éliminées en tant que déchets vers les filières de traitement des déchets appropriées ;
- Un contrôle de la qualité des eaux pluviales avant rejet à l'extérieur du site est effectué dans les 6 mois suivant la mise en service de l'établissement, puis une fois par an. Les résultats d'analyse tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées et du service police de l'eau de la DDT.

3.5. DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT

En complément des dispositions des points 10 « Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol et des eaux » et 11 « Eaux d'extinction incendie » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- Les aires de chargement et de déchargement routiers sont étanches et reliées au séparateur à hydrocarbures et au bassin de rétention des eaux incendie.
- Le confinement des eaux d'extinction incendie est réalisé par des dispositifs externes au bâtiment de stockage. Le volume de rétention, dimensionné conformément à la règle D9A, est constitué par un bassin de rétention étanche d'au moins 1 474 m³ (Nord-Ouest) non connecté au milieu naturel.
- Le réseau de collecte des eaux pluviales de voiries est équipé de dispositifs d'isolement, de type chambre avec vannes automatiques asservies à la détection incendie (avec action manuelle en cas de panne) permettant de diriger les eaux d'extinction incendie vers ce bassin lors d'un sinistre. Ces vannes sont contrôlées a minima annuellement.

- Les capacités de rétention mises en place sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir. Les locaux de charge disposent chacun d'un puisard permettant de collecter tout déversement accidentel. Le sol du local sprinklage est en béton.
- Les produits récupérés en cas d'accident seront éliminés comme déchets.

4 - AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

4.1. DÉROGATIONS À L'INTERDICTION D'ATTEINTE AUX ESPÈCES ET HABITATS PROTÉGÉS

Compte-tenu de la destruction des stations d'Orchis Pyramidal présentes sur le site, les mesures de compensation suivantes sont mises en place et effectives dès le début des travaux :

- Un balisage des stations est effectif dès le début des travaux. La station d'Orchis Pyramidal présentes sur la parcelle est déplacée et réimplantée sur le merlon localisé au sud-ouest du site (environ 750 m²) sous contrôle d'un écologue, en amont des dégagements d'emprises.
- La gestion du site de transplantation prévoit une fauche annuelle afin de contrôler la colonisation ligneuse et l'expansion des graminées et permettre ainsi à l'Orchis pyramidal d'accomplir son cycle biologique.
- Une campagne écologique de suivi des aménagements est menée dans l'année suivant la fin des travaux, puis en n+2, n+5, n+10, n+15, n+20 et n+30. Les résultats seront tenus à disposition des services de police de la nature (DDT, DREAL, OFB).

Nota : Cette zone de compensation est commune avec le projet voisin situé au Nord (CATELLA LOGISTIC EUROPE – Bâtiment A).

4.2. MESURES DE COMPENSATION ZONES HUMIDES

Compte-tenu de la destruction de 2,95 ha de zone humide, les mesures de compensation suivantes sont mises en place et effectives dès le début des travaux :

- Les parcelles situées au droit de « La Nasse » sur la commune de Romorantin-Lanthenay (références cadastrales : CR17, CR18, CR19, CR20, CR21, CR30, CR91, CR172), représentant 4,7 ha de prairies humides, font l'objet de plusieurs actions de renaturation et de gestion :
 - Réouverture des milieux prairiaux par le sud avec une coupe des individus de prunelliers, des secteurs de fourrés et de friches présents. Une coupe annuelle est réalisée les 3 premières années de la restauration du site. Par la suite, une fauche annuelle exportatrice est mise en place, du centre vers la périphérie, comme sur l'ensemble de la prairie. Pour cette fauche, l'utilisation de gyrobroyeurs, la fertilisation azotée et l'utilisation de pesticides sont proscrites.
 - Maintien d'une strate arbustive au sud-est de la parcelle, par réalisation d'une coupe en année n (année des travaux) afin d'éclaircir les fourrés, avec des outils légers. Les deux années suivantes, ces milieux sont gérés par « taille douce » annuelle. Par la suite, une gestion similaire bisannuelle est mise en place sur ces secteurs. Les résidus d'entretien sont exportés.
 - Entretien des layons au sein de la fruticée à prunellier, avec poursuite de l'évolution naturelle de ce secteur, afin de former des îlots de vieillissement avec une diversité de strates de végétation. Un entretien ponctuel des abords des chemins est toutefois réalisée pour assurer la sécurisation du site. Ces opérations d'entretien respectent les périodes de sensibilité liées aux cycles de vie des espèces inféodées à ces milieux, et ne se font pas au printemps ou en été. Les individus de prunellier qui viendraient à mourir sur pieds, ou certaines branches cassées qui n'entraveraient pas les chemins sont laissés sur place afin de constituer des habitats artificiels favorables à la faune.

- Une campagne écologique de suivi des aménagements est menée dans l'année suivant la fin des travaux, puis en n+2, n+5, n+10, n+15, n+20 et n+30. Les résultats seront tenus à disposition des services de police de la nature (DDT, DREAL, OFB).
- Un suivi phytosociologique est mené dans l'année suivant la fin des travaux, puis tous les 3 ans pendant 30 ans. Selon les résultats obtenus, des ajustements pourront être proposés dans la gestion du site.
- Un compte-rendu des opérations de suivis et de gestion sera transmis au service de la police de l'eau à chaque révision du plan de gestion (tous les 5 ans).

Nota : Cette zone de compensation est commune avec le projet voisin situé au Nord (CATELLA LOGISTIC EUROPE – Bâtiment A).

4.3. AUTRES MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION ET COMPENSATION

Les mesures Éviter-Réduire-Compenser identifiées dans le dossier de demande d'autorisation sont mises en place. Les principales mesures sont rappelées en annexe du présent arrêté, en particulier :

- Le planning des travaux est adapté pour prendre en compte les périodes de sensibilité des oiseaux.
- Les espaces verts sont aménagés conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé, avec en particulier l'utilisation d'espèces végétales indigènes d'origine génétique locale.

5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1. LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

En complément des dispositions du point 24 « Bruits » (relatif aux limites en termes de niveaux de bruit en limites de propriété, d'émergence et de tonalité marquée, à l'utilisation des véhicules et engins de chantier et aux modalités de surveillance des émissions sonores) de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

- La mesure des émissions sonores de l'installation est a minima réalisée au niveau des points suivants (voir plan ci-dessous) :
 - LP1, en limite de propriété Ouest du site, proche espace boisé ;
 - ZER2, en limite de propriété Sud du site, proche habitation ;
 - LP3, en limite de propriété Est du site, au bord de l'avenue Georges Pompidou.



- Le réseau de surveillance sonore est adapté en fonction de l'évolution de la sensibilité de l'environnement du site ;
- Dans les 3 mois après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, par un organisme qualifié, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée ;
- Les modalités et les résultats de la surveillance des émissions sonores sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

5.2. ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- L'éclairage extérieur destiné à éclairer les voiries, parkings et cours camion est assuré par des LED. Il ne fonctionnera que pendant les périodes nécessaires, par la mise en place d'une minuterie et de détecteurs de mouvements sur les façades des bâtiments.
- Les mats implantés le long des voiries et parkings seront en nombre adapté aux besoins et les modalités d'éclairage sont dissociées en fonction des modalités d'utilisation de l'espace. L'éclairage sera tourné vers le sol de façon à limiter les nuisances lumineuses.
- L'exploitant du bâtiment s'assure que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit. Les contrôles effectués sont reportés sur un registre.

6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

6.1. GÉNÉRALITÉS

6.1.1. *Étude de dangers*

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. Il met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers, tant qu'elles ne sont pas contraires au présent arrêté.

En application du point 1.2.1 « Informations minimales contenues dans les études de dangers » de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé :

L'étude de dangers mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

6.1.2. *Localisation des risques (zonage de dangers)*

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

6.1.3. *État des stocks*

Les dispositions du I. du point 1.4. « État des matières stockées » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé sont applicables.

6.1.4. *Intervention des services d'incendie et de secours*

Cet arrêté a pour objectif d'assurer la mise en sécurité des personnes présentes à l'intérieur des entrepôts, de protéger l'environnement, d'assurer la maîtrise des effets létaux ou irréversibles sur les tiers, de prévenir les incendies et leur propagation à l'intégralité des bâtiments ou aux bâtiments voisins, et de permettre la sécurité et les bonnes conditions d'intervention des services de secours.

Toutefois, le service d'incendie et de secours peut, au regard des caractéristiques de l'installation (dimensions, configuration, dispositions constructives...), être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'incendie.

6.2. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

6.2.1. Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

En complément des dispositions du point 3 « Accessibilité » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé définissant les conditions d'accès au site, les caractéristiques de la voie engins, des aires de stationnement et de mise en station des moyens aériens, les accès aux issues et quais de chargement et les documents à disposition des services d'incendie et de secours :

- L'accès principal au site est situé au Nord-Est pour l'ensemble des véhicules, un deuxième accès dédié aux services de secours est présent au Sud-Est. L'exploitant prend toutes dispositions pour permettre aux services de secours et de lutte contre l'incendie de pouvoir, en tout temps, pénétrer sans délai dans l'enceinte de l'établissement, soit par l'intermédiaire d'une présence humaine, soit par un dispositif permettant la manœuvre manuelle des portails implantés à l'entrée ou en périphérie du site en dehors des heures d'ouverture ;
- Les différents accès sont clairement indiqués au moyen de panneaux de signalisation implantés in situ.
- Les aires échelles (8 au total), de dimensions 7 m x 10 m, sont situées au droit des murs séparatifs entre les cellules à leurs deux extrémités, ou au plus près lorsque la présence d'un local le rend impossible, éloignée d'au moins 1 mètre de la façade, et elles sont accessibles directement depuis la voie engin. Ces aires de mise en station des moyens aériens sont dotées d'une signalisation conforme aux attentes du SDIS41.

6.2.2. Dispositions constructives et comportement au feu

En complément des dispositions des points 4 « Dispositions constructives », et 6 « Compartimentage » et 7 « Dimension des cellules » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- Les cellules de stockages ont une hauteur au faîtage est de 12,87 m ;
- Les dispositions constructives des cellules sont les suivantes :

Structure	Poteaux et poutres béton R60
Murs séparatifs entre cellules	REI120 dépassant de 1 m en toiture et de 0,5 m en saillie de façade ou avec un retour de 0,5 m de part et d'autre du mur séparatif. Portes de communication entre cellules incluses dans ces murs EI120
Murs extérieurs des cellules	<u>Façades Nord, Est et Ouest :</u> Écrans thermiques REI120 couvrant toute la hauteur, jusqu'en sous-face de toiture <u>Façades de quai (Sud) :</u> Bardage double peau, excepté au niveau des bureaux où la paroi est en béton REI 120 <i>Nota : si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.</i>
Murs séparatifs entre les cellules et les bureaux	Murs REI120 dépassant de 1 m en toiture
Locaux techniques	<u>Locaux techniques extérieurs (à 48 mètres) :</u> Murs séparatifs REI120

	Locaux de charge : Murs et plafond REI120
Toiture	Couverture bac acier multicouche Classe et indice Broof (t3)
Sol	Dalle béton

- Le degré de résistance au feu des murs séparatifs est indiqué au droit de ces murs (en façade), à chacune de leurs extrémités, aisément repérables depuis l'extérieur par une matérialisation ;
- Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes...) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé par ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie ; à ce titre, les portes coupe-feu coulissantes sont asservies au sprinklage et les portes « piéton » sont équipées de ferme-portes ;

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions de ce point, notamment les attestations de conformité, sont intégrés au dossier prévu à l'article 1.6 du présent arrêté, ainsi que la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

6.2.3. Désenfumage

En complément des dispositions du point 5 « Désenfumage » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- les locaux de charge sont également pourvus de dispositif de désenfumage.

6.2.4. Organisation des stockages

En complément des dispositions des points 1.7 « Déchets » et 9 « Conditions de stockage » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, le stockage est réalisé dans les conditions suivantes :

- Aucune mezzanine n'est mise en place ;
- Les matières sont stockées en racks sur 5 niveaux (sol + 4), soit une hauteur de 10,40 m en haut de la dernière palette, espacés d'allées de 2,9 m environ ;
- Un espace libre de 6 mètres est maintenu entre le stockage et le mur extérieur Nord, et un espace libre de 17,6 mètres est maintenu entre le stockage et le mur extérieur Sud (façade de quai) ;
- La distance minimale par rapport aux parois et aux éléments de structure est augmentée si cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie ;
- Les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre ;
- Le stockage de déchets est réalisé dans des bennes situées en extérieur ou dans des contenants adaptés.

6.2.5. Installations électriques

En complément des dispositions du point 15 « Installations électriques et équipements métalliques » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- Matériels utilisables en atmosphères explosives :
 - Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n°2015-799 du 01 juillet 2015 modifié, relatif aux produits et équipements à risques. Le cas échéant, l'étude ATEX correspondante est tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées.
- Pertes d'utilités :
 - L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants pour la sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.
 - La perte d'alimentation électrique du bâtiment entraîne l'arrêt complet des installations du bâtiment à l'exception des équipements et paramètres importants pour la sécurité (tels que blocs autonomes, les blocs phare, le système d'extinction automatique, les différentes alarmes, détections et automates intervenant dans la mise en sécurité des installations) qui doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de telle sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

6.3. DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

6.3.1. Surveillance de l'installation et contrôle des accès

En complément des dispositions du point 25 « Surveillance et contrôle des accès » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- Le site est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
- Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin (en et hors des périodes d'ouverture de l'entrepôt).
- Un système de surveillance est installé et reporté à une société de télésurveillance en dehors des périodes d'ouverture. La société de télésurveillance disposera de consignes écrites pour la marche à suivre en cas de déclenchement d'une détection.

6.3.2. Travaux et interdiction de feux

En complément des dispositions du point 20 « Travaux de réparation et d'aménagement » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.
- Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

- Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.
- Dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations, puis à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.
- Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

6.3.3. Détection automatique d'incendie

En complément des dispositions du point 12 « Détection automatique d'incendie » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- La détection automatique d'incendie est assurée par l'installation d'extinction automatique, ou par une détection automatique incendie indépendante de l'installation d'extinction automatique pour les locaux techniques non sprinklés.
- La détection incendie est reportée sur la centrale SSI dans le bureau du ou des responsables de la sécurité du site et reportée au poste de garde et à la société de télésurveillance et elle déclenchera une alarme perceptible en tout point du bâtiment.

6.3.4. Ventilation et recharge des batteries

En complément des dispositions du point 17 « Ventilation et recharge des batteries » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé et des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 susvisé :

- La recharge des batteries est réalisée au sein de 5 locaux de charge exclusivement réservés à cet effet et séparés des cellules de stockage par des parois, portes coulissantes associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie et des portes piétonnes sur ventouse munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C. Ces locaux sont construits et exploités en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 susvisé, à l'exception de l'article 2.4.1.

6.4. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

6.4.1. Moyens de lutte contre l'incendie

En complément des dispositions du point 13 « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

- L'installation est dotée d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés, associé à une réserve en eau de 500 m³.
- Les besoins en eaux pour la défense extérieure contre l'incendie, calculés à l'aide du guide D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, version en vigueur au 1^{er} janvier 2022), sont de 240 m³/h pendant 2 heures, soit 480 m³. L'installation est dotée des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en particulier :
 - d'un réseau bouclé de 8 poteaux incendie DN150, associés à des aires de stationnement pour les engins de secours, débitant a minima 120 m³/h pendant 2 heures à une pression dynamique inférieure à 6 bars.
 - de 2 réserves incendie de 240 m³ chacune, avec 2 poteaux d'aspiration de 150 mm et 2 aires d'aspiration.

- Les organes de manœuvre des réserves incendie sont accessibles en permanence par les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Les aires d'aspiration et les passages sapeurs-pompiers sont dotées d'une signalisation conforme aux attentes du SDIS 41. Les moyens de secours font l'objet d'une réception en conformité par le SDIS de Loir-et-Cher en présence de l'installateur.

6.4.2. Vérification périodique et maintenance des équipements

En complément des dispositions du point 20 « Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique – maintenance » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

- Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
- L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
- Les dates, les modalités de ces contrôles, les observations constatées ainsi que les suites données doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinets d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Test hebdomadaire de fonctionnement Visite semestrielle hydraulique Visite annuelle motopompe Visite triennale de l'installation complète
Système de détection incendie	Semestrielle
Système de détection gaz	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle
Poteaux incendie, système d'alimentation en eau associé, débit et asservissement de fonctionnement	Annuelle

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

6.4.3. Consignes et organisation

En complément des dispositions du point 21 « Consignes » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations qui indiquent notamment :
 - les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
 - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
 - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
 - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, et les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité de ceux-ci ;
 - les conditions de conservation et de stockage des produits ;
 - les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement (ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée).
- L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

6.4.4. Organisation : POI et plan de défense contre l'incendie

En complément des dispositions du point 23 « Plan de défense incendie » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

- L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

6.5. INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES

Des panneaux photovoltaïques sont installés en toiture du bâtiment sur 100 % de la surface disponible. Une bande de 0,9 m est laissée libre en périphérie des exutoires et autres équipements techniques en toiture.

L'installation photovoltaïque est conçue, construite et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 5 février 2020 susvisés. Elle respecte les recommandations du SDIS 41.

7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

7.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

7.2. SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

7.3. PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec avis de réception. Copie en est transmise à la sous-préfète de l'arrondissement de ROMORANTIN-LANTHENAY.

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires est déposée à la mairie et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum de quatre semaines. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée de 4 mois ;
- Une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

7.4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, la sous-préfète de l'arrondissement de ROMORANTIN-LANTHENAY, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de ROMORANTIN-LANTHENAY, le maire de VILLEFRANCHE-SUR-CHER, les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à BLOIS, le **2 JAN. 2024**

Le préfet



Délais et voies de recours en page suivante

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairies de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de Loir-et-Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé à madame la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX (AE socle ICPE).

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

This architectural site plan depicts a large-scale residential development. The central focus is a long, rectangular building complex with a green roof, divided into several wings. Each wing contains numerous small, square units, likely apartments or townhouses, arranged in a grid-like fashion. The building is surrounded by extensive landscaping, including green lawns, trees, and winding pedestrian paths. To the left of the main building, there is a large parking area with several rows of parking spaces. Adjacent to the parking area is a smaller, multi-story building, possibly a community center or a service building. To the right of the main building, there is another parking area and a series of smaller, rectangular buildings, which could be storage units or small commercial spaces. The entire site is enclosed by a perimeter wall, and there are various access points and gates indicated. The plan also shows surrounding streets and infrastructure, including a road with a median and a sidewalk. The overall design emphasizes a mix of residential, recreational, and commercial spaces within a well-planned urban environment.

Vu pour être annexé
à l'arrêté du 2 JAN. 2024

8 - ANNEXE 2 – MESURES ERC

Les mesures géographiques sont décrites dans un système national d'information géographique sous un mois à compter de la notification du présent arrêté sur la base d'un fichier d'import transmis à la DDT41 avec la notice d'utilisation.

MESURES DE RÉDUCTION

- Phase chantier

R1 Adaptation du calendrier des travaux : Les dégagements d'emprises préalables aux travaux (déboisement, décapage des sols...) sont faits entre mi-septembre et mi-mars.

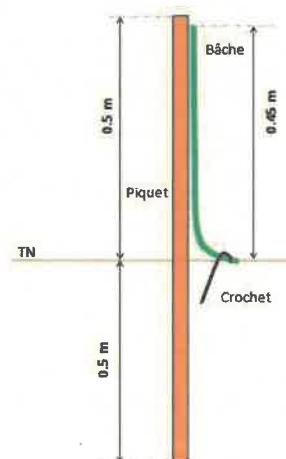
R2 Délimitation des emprises du chantier : Les emprises du chantier se limitent aux emprises concernées par le projet. Elles sont précisément délimitées, au moyen de dispositifs suffisamment solides, visibles et durables pour garantir leur efficacité pendant toute la durée du chantier (rubalise à proscrire, préférer l'utilisation de grilles HERAS par exemple).

L'ensemble des interventions liées au chantier (stockage d'engins ou de matériaux, base vie, circulation d'engins...) doivent se dérouler à l'intérieur des emprises ainsi délimitées.

L'objectif de la mesure est d'empêcher la faune de pénétrer à l'intérieur des emprises chantier, afin d'empêcher toute destruction d'individus lors des dégagements d'emprises, ou encore l'implantation de nouvelles zones de pontes pouvant être détruites lors des travaux. En effet, les amphibiens sont capables de coloniser rapidement les milieux. De plus, la reproduction des amphibiens étant avérée au niveau de bassins en fond de vallée et des comportements de transit ont été observés sur le site. Cette mesure doit permettre également d'éviter le passage des engins de chantier à proximité des zones sensibles.

R3 Isolement de chantier : La mise en place autour de la zone de travaux d'une barrière imperméable (bâche) de 50 cm de haut, environ un mois avant le début des opérations de préparation des terrains (débroussaillage et décapage) est réalisée. Ce dispositif est maintenu pendant toute la durée des travaux sur l'ensemble de l'emprise de la zone d'implantation du projet. Un contrôle régulier est effectué, afin de garantir son efficacité.

Cette mesure permet de limiter le risque de destruction ou d'altération des habitats de haies, de lisières boisées ou encore de zones humides à proximité immédiate de la zone de projet ainsi que limiter le risque de destruction ou de perturbation d'individus, notamment amphibiens, par la mise en place de bâche.



R4 Adaptation de l'éclairage : Les espèces présentes au sein de l'aire d'étude se concentrent particulièrement le long des alignements de peupliers situés au sud de la zone de projet. La lumière ne doit pas être projetée au niveau de ces arbres, tout particulièrement favorables à la chasse de chiroptères.

Les principes suivants sont appliqués sur l'ensemble du site :

- Toute diffusion de la lumière vers le ciel est proscrite ;
- L'angle de projection à partir du sol ne dépasse pas 70° ;
- La hauteur de mat est minimisée en fonction de l'utilisation.
- Les lampes à vapeur de sodium basse pression sont privilégiées (peu gênantes pour la faune et ne contenant pas de mercure), ainsi que les verres plats par rapport aux vitres bombées, ces dernières étant à l'origine d'une dispersion de la lumière.

Concernant la durée de l'éclairage, certaines zones sont équipées de détecteurs de mouvements, de minuteries, de programmeurs ou d'interrupteurs crépusculaires qui commandent l'éclairage à partir d'une certaine luminosité.

R5 Précautions liées à la présence d'espèces exotiques envahissantes (EEE) :

Préalablement au chantier :

Baliser l'ensemble des foyers de ces espèces, avec mise en place d'une signalisation particulière.

Pendant le chantier :

- Éliminer les foyers de ces espèces avec des méthodes adaptées à chacune d'entre elles (Cf. Recommandations spécifiques) ;
- Restreindre l'utilisation de terre végétale contaminée et interdire son utilisation en dehors des limites du chantier ;
- Vérifier l'origine des matériaux extérieurs utilisés (par exemple en cas de remblaiement) afin de garantir de ne pas importer de terres contaminées ;
- Replanter ou réensemencer le plus rapidement possible avec des espèces locales ou recouvrir par des géotextiles les zones où le sol a été remanié ou laissé à nu ;
- Nettoyer tout matériel entrant en contact avec les espèces invasives (godets, griffes de pelleuses, pneus, chenilles, outils manuels, bottes, chaussures, etc.) avant leur sortie du site et à la fin du chantier ;
- Minimiser la production de fragments de racines et des tiges d'EEE et n'en laisser aucun dans la nature (proscrire l'utilisation de girobroyeurs), ramasser l'ensemble des résidus et les mettre dans des sacs adaptés ;
- Mettre en place des mesures (bâches) pour éviter les pertes lors du transport.

Après le chantier :

- Mettre en place une surveillance des secteurs sensibles sur plusieurs années pour identifier tout départ d'EEE ;
- Intervenir le plus rapidement possible en cas de nouvelles populations, d'extensions de populations existantes ou de repousses.

Procédures spécifiques :

Pour les deux espèces exotiques envahissantes présentes au sein de la zone concernée par le projet, le Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*) et la Vergerette du Canada (*Erigeron canadensis*) :

- Pour la Vergerette :
 - Arrachage manuel avec enlèvement des racines ;
 - Couverture du sol avec un géotextile pour empêcher le développement ;
 - Évacuation sécurisée vers un centre agréé pour la gestion des EEE ;
 - Surveillance de la zone et renouvellement des opérations sur plusieurs années pour éliminer les éventuelles nouvelles repousses.
- Pour le robinier faux-acacia :
 - Une coupe suivie d'un dessouchage avec une veille sur les rejets ;
 - Un écorçage des arbres consistant à ôter une partie de l'écorce (jusqu'à l'aubier), autour du tronc, sur une quinzaine de centimètres. Cette opération doit être préférentiellement réalisée à la base du tronc et en début d'automne.

Pour respecter les périodes de sensibilités de l'avifaune nicheuse, les opérations de coupe et de dessouchage sont effectuées entre septembre et novembre.

- *Phase d'exploitation*

R6 Adaptation de l'éclairage : Il convient de mettre en place des luminaires adaptés (Cf. mesure R4).

R7 gestion différenciée des espaces verts :

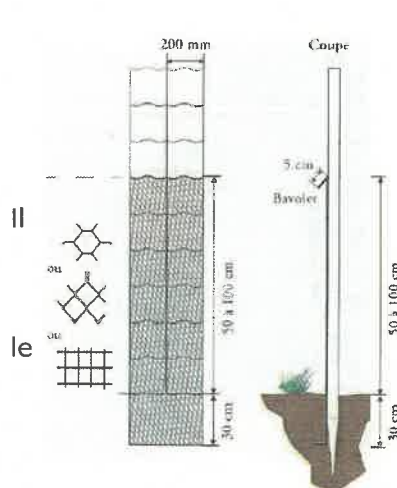
Un unique fauchage annuel avec exportation est réalisé (fauche tardi – estivale)

L'utilisation de produits phytosanitaires est limitée, voire supprimée.

R8 Sécurisation des ouvrages de tamponnement :

Deux solutions peuvent être envisagées selon le mode de conception des bassins :

- Soit le bassin est végétalisé pour augmenter l'intérêt écologique du bassin, avec un aménagement de pentes douces,
- Soit le bassin reste un bassin étanche (bâché) et devra alors être équipé d'échappatoires et entouré par des clôtures petites mailles pour limiter l'intrusion de la faune.



SCENARIO « BASSIN ÉTANCHE (BÂCHE) » :

Mise en place d'une clôture à petites mailles : L'objectif est d'empêcher la faune, et en particulier la petite faune, de pénétrer au niveau du bassin qui peut s'avérer être un piège mortel lorsqu'il est bâché.

s'agit d'un grillage comportant des mailles de 6,5 x 6,5 mm maximum, sur une hauteur de 50 cm à 1 mètre et planté dans le sol sur une profondeur de 30 cm. Le grillage doit être muni d'un rebord (ou bavolet) de 5 cm pour éviter à la faune de passer de l'autre côté par haut du dispositif.

Grillage à petite section de type 6

Entretien : Il comprend le nettoyage et la réparation des dégradations naturelles ou volontaires. Toute brèche observée doit être colmatée.

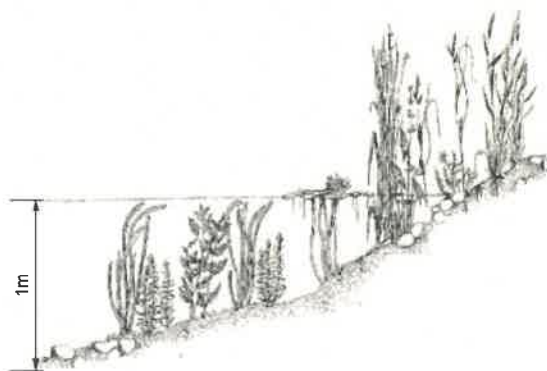
Il est demandé de planifier des visites périodiques sur les lieux d'implantation de ces clôtures, et de reporter les observations et réparations sur un cahier d'entretien.

Mise en place de 4 échappatoires minimum : Ces derniers se présentent sous la forme d'un grillage en plastique résistant, coulé dans des tuyaux de PVC remplis de béton avec géotextile de protection sous le grillage et système de fixation intégré. La fixation du dispositif se fait en haut de berge à l'aide de deux fers à béton. Le lest constitué par le béton contenu dans le tuyau du bas maintient le filet de sauvetage contre la paroi du bassin, même en cas de vent ou de montée des eaux.

Ce dispositif permet aux animaux ayant pénétré dans le bassin d'en sortir (micromammifères, reptiles, amphibiens...) et donc de limiter la mortalité par noyade.



Échappatoire installée sur un bassin
(source : Les Jardins de la Solidarité)



SCENARIO « BASSIN VÉGÉTALISÉ »

Profilage des berges en pentes douces :

En cas de bassin « naturel » (non bâché), il est demandé de profiler au moins une des berges en pente douce afin de permettre l'installation de la végétation sur différents étages et de faciliter la remontée des animaux.

Ce type d'aménagement pourra être effectué plus largement sur les différentes berges du bassin en fonction des impératifs de dimensionnement associés.

Étagement de la végétation sur des berges en pente douce

La configuration des bassins est adaptée en créant des berges sinueuses et en évitant les formes géométriques dans la mesure du possible.

Entretien/gestion :

Les berges des bassins végétalisés sont gérées annuellement par fauche tardive exportatrice. Un faucardage peut être effectué en fonction de l'évolution de la végétation et de l'atterrissement. Enfin, un contrôle et une coupe des ligneux doivent être associés afin de limiter l'embroussaillage de la végétation.

MESURES DE COMPENSATION

Gestion en faveur de l'Orchis pyramidal (*Anacamptis pyramidalis*) :

Une unique fauche annuelle est réalisée en période optimale (première quinzaine d'Août) afin de permettre à l'Orchis pyramidal d'accomplir pleinement son cycle biologique

Le fauchage ne doit pas être trop ras et il est nécessaire de laisser au minimum une hauteur d'herbe de 10 cm afin d'épargner les rosettes d'orchidées.

La fréquence et les modalités d'intervention sont adaptées en fonction d'indicateurs de suivi définis dans le cadre des suivis écologiques : évolution de la végétation herbacée, ligneuse ou semi-ligneuse, présence de l'Orchis pyramidal sur les zones gérées, et nombre de pieds, suivi des végétations et de leur évolution.

Transfert d'individus d'Orchis pyramidal (*Anacamptis pyramidalis*) :

Les présents projets sont à l'origine de la destruction de 31 pieds (9 stations) d'Orchis pyramidal (*Anacamptis pyramidalis*). Les pieds d'Orchis pyramidal situés au sein des habitats détruits sont transplantés in-situ, sur le merlon localisé au sud-ouest de la zone de projet. Cette zone réceptrice, occupe une surface d'environ 750 m² d'un seul tenant.

Afin de réduire les risques de dégradation accidentelle des stations d'espèces protégées/patrimoniales, un balisage est mis en place en limite de contact entre les zones de travaux et les zones faisant l'objet d'une transplantation ou d'un transfert. Le balisage doit être effectif dès le début de l'exploitation de la zone, afin de guider les travaux lors des premières étapes.

Le transfert des individus des stations détruites est réalisé, en amont des dégagements d'emprises.

L'opération visera à transplanter les pieds dans un milieu adapté (prairie de fauche mésophile) au sein de la zone compensatoire, puis à gérer cette zone afin de garantir la pérennité de la station transplantée.



Plan de masse paysager du merlon au sud-ouest de la zone de projet constituant le site de transplantation

Protocole des opérations de transfert

L'Orchis pyramidal étant une géophyte bulbeuse, l'opération visera à récolter les tubercules des individus concernés à la période favorable, en vue de les réimplanter dans un milieu propice.

Il conviendra de prélever un monolithe sur une profondeur d'environ 20 cm et une surface d'environ 20 x 20 cm pour procéder au transfert des individus concernés. Les pieds sont stockés dans des caisses de tailles adaptées dans l'attente de leur réimplantation qui se fera le jour-même. L'opération de transfert est réalisée idéalement en novembre-décembre, période à laquelle l'espèce est bien visible et en dormance. Cependant, les transferts pourront être réalisés jusqu'au mois d'avril, avant la floraison de cette espèce.

Il est impératif de ne pas déplacer les pieds d'Orchis pyramidal pendant sa période de reproduction qui s'étale de début mai à mi-juillet, les individus étant très sensibles à cette période.

L'opération sera réalisée sous le contrôle d'un écologue.

Site récepteur

Les individus prélevés sont réimplantés au sein de la zone compensatoire. Une **surface minimale de 30m² par station** suffit à compenser les impacts du projet. (prairie de fauche).
La densité de plantation des orchidées ne devra pas excéder 1 à 2 pieds par mètre carré.

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Transfert des individus d'Ophrys abeille et Ophrys araignée

Au total, 3 individus d'**Ophrys abeille** et **4 pieds d'Ophrys araignée** seront impactés de manière permanente par le projet. Les individus sont transférés sur des habitats similaires à ceux impactés.

Protocole des opérations de transfert

Ces espèces présentant une biologie similaire à celle de l'Orchis pyramidal (notamment période de reproduction et d'apparition de la rosette), le transfert de l'espèce se basera donc sur le même protocole.

Site récepteur

Les individus prélevés sont transférés au sein de la même zone compensatoire que l'Orchis pyramidal (prairie de fauche tardive), au niveau des pentes orientées sud et est du merlon localisé au sud-ouest de la zone de projet.

Transfert des individus de Filipendule commune et de Mélilot officinal

2 pieds de Filipendule commune (*Filipendula vulgaris*) et 7 stations de Mélilot officinal (*Melilotus officinalis*) sont impactés par le projet. Pour ces espèces bisannuelles et vivaces, un transfert d'individus est plus approprié qu'une récolte de graines.

Protocole des opérations de transfert

Les pieds de Filipendule commune sont prélevés sous forme de **monolithe sur une profondeur d'environ 20 cm et une surface d'environ 20x20 cm.**

En revanche les stations de Mélilot officinal sont plus étendues. Il convient donc de prélever les stations, également sous forme de monolithes mais d'une dimension supérieure : **1m x 1m sur une profondeur de 30cm** afin de ne pas altérer le système racinaire des individus. Pour ce faire l'utilisation d'une pelle à godet doit être envisagée.

Site récepteur

Les individus prélevés sont transférés au sein de la même zone compensatoire que l'Orchis pyramidal (prairie de fauche tardive), sur la zone de projet.

Récolte de graines

Les récoltes de graines sont réalisées sur les espèces suivantes : la Vesce jaune (*Vicia lutea*), la Gesse de nissolle (*Lathyrus nissolia*), l'Eufragie visqueuse (*Parentucella viscosa*), la Chlore perfoliée (*Blackstonia perfoliata*), l'Anthyllide vulnérable (*Anthyllis vulneraria*) et la Gesse sans feuilles (*Lathyrus aphaca*).

Périodes de récolte

Il est impératif de planifier et de préparer la récolte conservatoire, c'est-à-dire bien **connaître la période de fructification, le mode de dissémination des graines, ainsi que l'écologie du taxon** (afin d'assurer le succès de l'opération). L'époque optimale de fructification de l'Eufragie visqueuse et de la Chlore perfoliée est Septembre/Octobre. La fructification de l'Anthyllide vulnérable, la Gesse sans feuilles, la Vesce jaune et de la Gesse de nissole est plus précoce et se déroule au mois d'août. **Les récoltes de graines doivent être effectuées en amont de la récupération des terres de surface des zones terrassées et/ou remaniées.**

Méthode de prélèvement

Dans le cas présent toutes les stations de ces espèces seront détruites. Il s'agira de récolter la totalité des graines. **Les graines sont stockées dans des conditions favorables pour conserver** leur pouvoir de germination, jusqu'au printemps suivant. Les semis seront à réaliser entre avril et mai.

Localisation de réensemencement

Le réensemencement des graines de ces espèces sera effectué dans la prairie de fauche tardive où sont également transférés les pieds d'Ophrys abeille et d'Orchis pyramidal transplantés.

Suivis de chantier :

Le suivi est réalisé par un écologue qui réalise :

- le suivi du balisage emprises chantier,
- la vérification du respect des périodes de sensibilité,
- un bilan avant/après travaux,

Le maître d'ouvrage s'engage à interrompre à tout moment les travaux à la demande de l'écologue s'il s'avérait que des espèces protégées soit détectées sur la zone afin de mettre en place un plan de sauvetage rapide et adapté.

Ce suivi de chantier doit faire l'objet de comptes-rendus détaillés des différentes phases principales, envoyés aux services de l'État (Direction Départementale des Territoires de Loir-et-Cher).

Concernant la fréquence des suivis, il doit être prévu au minima un passage en phase préparatoire de chantier, un second lors du chantier, puis un dernier en phase post-chantier afin de vérifier l'état des lieux et valider la réalisation de l'ensemble des mesures.

Ces passages devront être programmés en fonction de l'organisation du chantier.

Suivis écologique des EEE, des espèces protégées, des espèces patrimoniales :

Fréquence des passages : n+1, n+3, n+5, n+10, n+15, n+20, n+30

La surveillance des espèces invasives est réalisée en particulier au niveau des emprises concernées par le chantier, mais également au niveau des sites de compensation.

Le suivi porte sur la vérification de la fonctionnalité des habitats faisant l'objet d'une gestion écologique au niveau des sites de compensation, par le biais de la réalisation de relevés des cortèges d'espèces floristiques.

L'ensemble de ces suivis fera l'objet de bilans annuels qui seront transmis à l'autorité administrative.

Vu pour être annexé à mon arrêté du **2 JAN. 2024**

Le préfet

